

Caritas France
Assemblée générale
Paris - 26 juin 2009

Discours de Mme Lesley-Anne Knight, Secrétaire générale de Caritas Internationalis

Excellences, Mesdames et Messieurs, chers collègues et amis de Caritas,

C'est un grand plaisir pour moi de passer cette semaine avec vous et de revenir dans cette ville merveilleuse. J'y ai travaillé et étudié pendant un an, quand j'avais une vingtaine d'années, et Paris occupera toujours une place spéciale dans mon cœur. Paris a énormément apporté au monde dans les domaines de la science, de l'art, de la culture et de beaucoup d'autres aspects de notre vie. De même, Secours Catholique – Caritas France a énormément contribué à façonner Caritas Internationalis et c'est donc avec un plaisir particulier que je participe à votre Assemblée générale cette semaine, pour écouter vos points de vue et réfléchir sur notre vision du futur de notre confédération et notre action face aux défis mondiaux qui se posent à nous avec urgence.

L'une des grandes forces de notre confédération est que nous rassemblons un très grand nombre d'organisations différentes – unies par une foi commune, une vision et un but communs. Bâtir une organisation cohérente et unie dans un monde d'une telle diversité peut se révéler une tâche ardue. Je lisais l'autre jour qu'il y a exactement 600 ans cette semaine, l'Église catholique romaine était fragmentée en trois, avec le pape Alexandre V nommé à Pise, venant s'ajouter au pape Grégoire XII à Rome et au pape Benoît XII en Avignon. Penser à cette époque turbulente de l'histoire de notre Église me remplit d'espoir, car quels que soient les problèmes qu'il nous faut affronter aujourd'hui, au moins nous n'avons pas trois papes!

L'unité est fondamentale parce que la force est dans l'unité. Et l'unité n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui, où nous sommes appelés de toute urgence à prendre la parole, avec clarté et force, sur la scène mondiale, pour faire face à des problèmes de dimension planétaire sans précédent.

Ces 18 derniers mois, nous avons vu comment une crise qui avait commencé dans un petit secteur du marché immobilier des États-Unis s'est transformée en une récession mondiale. L'ampleur de la crise financière a illustré noir sur blanc la mesure dans laquelle notre monde moderne était inextricablement connecté. Malgré les premières déclarations confiantes de certains pays, virtuellement, aucune partie du monde n'a été épargnée.

Ces événements ont eu trois conséquences importantes:

- Ils ont déclenché une remise en question, qui aurait dû être faite de longue date, de nos grandes institutions internationales et de la façon dont nos systèmes financiers internationaux fonctionnent.

- Ils ont conforté la prise de conscience croissante que les solutions de beaucoup des problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui passent obligatoirement par une collaboration et une coopération mondiales.
- Et troisièmement, ils ont mis en relief la nécessité d'adopter une approche éthique et fondée sur des valeurs pour faire face aux défis mondiaux actuels.

Ces trois conséquences ont des implications importantes non seulement pour la façon dont les pays coopèrent mais aussi pour la façon dont les organisations Caritas travaillent ensemble au sein de Caritas Internationalis. J'aimerais réfléchir aujourd'hui sur certains de ces défis et sur le rôle que Caritas, en tant qu'organisation mondiale unie, peut jouer pour les relever. J'évoquerai également la contribution vitale des organisations membres individuelles, telles que Secours Catholique, et celle de tous les agents de Caritas dans le monde.

Commençons par la crise économique. Voilà une crise qui est le fruit de l'avidité et de l'irresponsabilité – une avidité et une irresponsabilité qui menacent aujourd'hui non seulement les États-Unis et l'Europe, mais aussi le monde entier.

Au cœur de cette crise, on ne trouve pas seulement un colossal déficit financier mais un déficit éthique. La 'main invisible' du capitalisme est devenue la main d'un voleur. Le plus inquiétant toutefois est que lorsqu'il est question de réformer nos systèmes financiers, le discours porte principalement sur la nécessité d'intensifier la surveillance par les gouvernements – il n'est guère fait mention du rôle de la conscience.

Nous avons besoin d'un système économique qui réponde aux besoins de l'humanité dans son ensemble, au lieu d'être au service d'une minorité. Un système économique fondé sur les concepts de la dignité humaine et du bien commun.

Malheureusement, la priorité semble être de revenir au plus vite à la normale: 'Les affaires sont les affaires!'

Les États-Unis et l'Union européenne ont engagé **40 fois plus** d'argent pour renflouer le secteur financier que pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique. Le plan de sauvetage financier des États-Unis, de 800 milliards de dollars, est quasiment équivalent au montant **total** de l'aide au développement fournie ces 10 dernières années par 23 des pays les plus riches du monde¹.

En même temps, il semble désormais hautement improbable que les engagements d'augmentation de l'aide au développement, pris par les pays du G8 à Gleneagles en 2005, soient tenus.

Et l'espoir de réaliser les Objectifs du Millénaire des Nations Unies pour le développement, qui visent à diminuer de moitié le nombre de personnes vivant dans une situation d'extrême pauvreté d'ici 2015, s'éloigne de plus en plus rapidement. Au demeurant, la crise économique mondiale menace de réduire à néant une grande partie des progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté. Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies prévoit que le nombre de personnes touchées

¹ Organisation pour la coopération et le développement économiques, "Shaping the Post-Crisis World", PricewaterhouseCoopers, Forum économique mondial 2009.

par la faim dans le monde augmentera de 130 millions cette année, pour atteindre 980 millions.

Pour Caritas Internationalis, la réponse du monde face à la crise économique doit être fondée sur la justice. Comme dans bon nombre de crises, ce sont les plus pauvres, les plus vulnérables et les moins responsables du problème, qui sont frappés les plus durement.

Les pays en développement, qui ont été fortement éprouvés par l'envolée des prix des denrées alimentaires l'année dernière, sont maintenant confrontés à de nouveaux problèmes imputables au déclin du commerce mondial, à la baisse des prix des produits, à la réduction des envois de fonds par les travailleurs migrants et à la diminution de l'investissement étranger direct.

Ces problèmes, toutefois, ne concernent pas seulement le monde en développement. Comme vous ne le savez que trop bien, ici en France, on assiste à une recrudescence du chômage, de la pauvreté et de la faim, tandis que troubles sociaux et politiques menacent.

Les organisations membres de CI, telles que Secours Catholique, constatent une augmentation du nombre de citoyens pauvres recourant à leurs services. En janvier, le chômage en France a explosé, avec 90 000 chômeurs supplémentaires (l'augmentation mensuelle la plus élevée depuis que ces augmentations sont mesurées), pour atteindre 2,2 millions de chômeurs. En mars, ce chiffre est passé à près de 2,5 millions².

La recrudescence du chômage et de la pauvreté dans le monde développé signifie qu'il y a de bonnes raisons de craindre que les problèmes des pays les plus pauvres du monde ne soient négligés. Les organisations Caritas, telles que Secours Catholique, qui ont une double fonction – servir les pauvres dans le pays de l'organisation et à l'étranger – ont un rôle vital à jouer, en veillant à ce que leurs gouvernements regardent au-delà de leurs propres intérêts nationaux et ne brandissent pas l'excuse de finances plus serrées pour ignorer leurs promesses d'aide aux plus pauvres de la planète.

La crise financière a également mis en lumière l'injustice des systèmes économiques et commerciaux mondiaux qui sont gouvernés par les pays les plus riches. Si nous devons réviser ses systèmes mondiaux à la lumière de la crise, est-il juste qu'un si grand nombre de pays soient exclus du processus?

La réunion du G20 en avril a marqué une étape dans la bonne direction, du point de vue de l'élargissement de la participation, et elle a effectivement assuré une meilleure représentation des pays en développement. Mais, n'oublions pas qu'il y a près de 200 pays dans le monde, il reste donc un long chemin à parcourir avant que l'on puisse affirmer que le processus est réellement ouvert à tous.

Les concepts de justice et d'éthique mondiale sont aussi au cœur de l'approche adoptée par Caritas Internationalis pour s'attaquer au problème du changement climatique – une de nos priorités clés à l'approche de la Conférence des Nations

² The Economist, 14 mai 2009.

Unies sur le changement climatique, prévue à Copenhague, en décembre. Le changement climatique est l'exemple typique d'une question qui doit être traitée à l'échelon mondial et pour laquelle la confédération Caritas est véritablement en mesure de faire entendre sa voix sur la scène internationale, en tant qu'organisation mondiale unie.

Le changement climatique est une question de justice parce que tant ses causes que ses effets sont inéquitables: le développement des pays industriels a été la principale cause du changement climatique alors que ce sont les communautés les plus pauvres du monde qui souffriront de ses impacts le plus vite et le plus durement.

C'est une question d'éthique parce que les pays les plus riches du monde doivent reconnaître la responsabilité morale qui leur incombe de réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en fournissant des fonds, des technologies et des connaissances susceptibles de permettre aux pays les plus pauvres de développer leur propre économie, ce qui est leur droit le plus légitime.

Les pays les plus pauvres auront aussi besoin d'une aide supplémentaire pour s'adapter au changement climatique qui est déjà en marche.

Jusqu'ici, 12 pays se sont engagés à verser 6,1 milliard de dollars dans deux fonds d'investissement liés au climat créés par la Banque mondiale. Mais, pour l'heure, pas un sou n'a été versé et tous les fonds seront mis à disposition sous la forme de prêts, et non de dons, et seront assortis de conditions strictes sur la façon dont l'argent doit être dépensé.

Les organisations membres Caritas dans le monde développé et, plus particulièrement, Caritas France, ont clairement un rôle à jouer pour obliger leurs propres gouvernements à être comptables de leurs engagements. Les pays les plus riches du monde s'étaient engagés à verser globalement quelque 18 milliards de dollars au cours des sept dernières années, mais moins de 10 % de ce montant ont été décaissés. Or, selon les Nations Unies, entre 50 milliards de dollars et 70 milliards de dollars chaque année devront être investis immédiatement pour aider les pays les plus pauvres à faire face aux inondations, aux sécheresses et aux canicules.

À l'échelon international, Caritas a une légitimité unique pour s'exprimer avec autorité sur ce sujet. Un grand nombre de nos organisations membres sont en première ligne dans le combat qui est mené contre les effets du changement climatique. Notre Groupe de référence de Caritas Internationalis sur la justice climatique (dans lequel l'un des vôtres, Michel Roy, est représentant) compte des représentants du Bangladesh, de l'Éthiopie, de l'Inde, du Kenya, du Pérou et de l'Afrique du Sud. Parvenir à attirer l'attention de la communauté internationale sur leur expérience et leurs histoires, d'une manière coordonnée, nous donne la capacité de présenter un dossier solide.

Un autre domaine prioritaire pour Caritas Internationalis est la migration – et ici aussi, il est clairement question d'éthique et de justice. Trop souvent, l'étranger parmi nous est accueilli avec crainte et hostilité et non à bras ouverts comme le demande une approche véritablement éthique et chrétienne.

En Italie, c'est désormais un crime d'entrer dans le pays illégalement et vous pouvez être envoyé en prison pour avoir loué un logement à un immigré clandestin. Ici, en France, votre ministre de l'immigration a salué comme un succès l'expulsion de près de 30 000 immigrés clandestins de France en 2008³.

Même les migrants en situation régulière ont désormais davantage de difficultés à trouver du travail et sont confrontés à une discrimination accrue. Les travailleurs migrants sont les premiers à perdre leur emploi.

Un grand nombre de nos organisations Caritas travaillent avec les migrants – dans certains cas, en aidant les immigrés et, dans d'autres, en veillant à la protection des droits de leurs propres citoyens travaillant à l'étranger. A l'échelon international, Caritas Internationalis a mis en place une nouvelle équipe de plaidoyer spécialement chargée de la question de la migration et, plus particulièrement, de la migration des femmes.

Ici encore, l'expérience de nos organisations membres donne une autorité et une légitimité précieuses à nos activités de plaidoyer sur la scène mondiale.

Concernant notre action humanitaire, nous sommes de plus en plus souvent amenés à intervenir dans des situations d'urgence 'provoquées par les hommes'. Comme nous venons de le voir, le nombre croissant de catastrophes liées au climat peuvent être placées dans cette catégorie lorsqu'elles sont un effet du changement climatique. Un autre type de catastrophes 'provoquées par les hommes' comprend la famine et le déplacement de populations entraînés par un conflit et des gouvernements dictatoriaux. Nos interventions dans ces situations soulèvent certains problèmes complexes, car il nous faut concilier l'impératif humanitaire de fournir des secours prompts et efficaces à ceux qui souffrent et la nécessité de nous élever contre la violence et l'oppression.

Il y a seulement deux semaines, j'étais à Beijing avec le Groupe de travail de Caritas Internationalis sur la Corée, qui est confronté à une situation particulièrement difficile et complexe. Le fait que Caritas soit en mesure de fournir une aide humanitaire, y compris dans des circonstances aussi difficiles, est à mettre au crédit de notre confédération et donne aussi un poids considérable à nos déclarations en faveur de solutions pacifiques aux problèmes tels que la menace posée par le programme de fabrication d'armes nucléaires de la Corée.

Les autres zones dans lesquelles CI continue de travailler dans des circonstances extrêmement difficiles et complexes sont le Soudan, le Zimbabwe, la Somalie, la Colombie et le Myanmar.

L'amélioration des compétences et le renforcement des capacités de CI pour que la confédération soit capable de conduire des interventions de secours professionnelles et efficaces en situation de catastrophes, est une priorité majeure. La création du Conseil consultatif humanitaire de CI permet d'exploiter la sagesse collective des experts de plusieurs de nos organisations membres chefs de file, à l'appui de cette priorité clé.

³ Reuters, 14 janvier 2009.

Comme nous l'avons vu, un grand nombre des défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui découlent de faiblesses systémiques. La crise financière mondiale signe la défaillance de nos systèmes économiques; le changement climatique résulte de nos systèmes énergétiques et écologiques dysfonctionnels; le conflit et l'oppression sont souvent le résultat de systèmes de gouvernance médiocres. Mais, par-dessus tout, nous souffrons d'une défaillance dans nos systèmes de valeurs – des valeurs telles que la transparence, l'intégrité, la compassion, la solidarité, le partenariat, le bien commun et la justice.

Le monde est confronté à une crise de l'exclusion, de la justice et de l'inégalité. Soixante pour cent de la population mondiale subsistent encore avec seulement 6 % des revenus mondiaux, tandis que des communautés entières sont exploitées et ignorées. Dans un monde aussi profondément divisé entre riches et pauvres, Nord et Sud, religieux et laïcs, nous et eux, nous avons besoin plus que jamais de valeurs communes et d'une éthique globale qui nous unissent en tant que communauté humaine.

Quand on constate l'échec des institutions, des systèmes et des dirigeants clés qui devraient être les piliers de nos sociétés, il est tentant de sombrer dans le désespoir. Mais cette situation peut aussi être considérée comme une occasion de renouveau, de transformation en profondeur.

En tant qu'organisation confessionnelle internationale, Caritas Internationalis est bien placée pour devenir un des chefs de file d'une telle transformation, fondée sur l'apport de solutions justes et éthiques aux problèmes mondiaux. En tant qu'agents de Caritas, nous sommes portés par la foi, portés par la religion. Et la racine du mot religion signifie “relier” – lancer des passerelles entre les peuples divisés, réinsérer les exclus, soigner nos communautés, replacer les hommes et les femmes au service de nos sociétés.

Au sein de Caritas Internationalis, cela signifie réfléchir plus profondément à la façon de “re-lier” notre confédération: comment mieux contribuer à son efficacité d'organisation mondiale; comment trouver des moyens novateurs de travailler ensemble, en collaboration, pour le bien commun.

Il y a un proverbe qui dit: “Charité bien ordonnée commence par soi-même”. En période de crise financière, cet adage pourrait être utilisé à des fins égoïstes pour justifier le choix d'aider nos propres populations avant les autres. La tentation est grande d'opter pour l'introspection nationale et le nationalisme. Mais il existe une autre interprétation, qui est que la charité commence par une réflexion et une transformation internes, la découverte de qui nous sommes en tant que personnes et en tant qu'organisations. Et cette transformation conduit ensuite à une expression de la charité et de l'amour dans le monde entier.

Si nous souhaitons, en tant que Caritas Internationalis, nous fondre en une force plus efficace à l'échelle du monde, nous pouvons commencer par réfléchir sur la façon dont nous contribuons à cet objectif, à la fois en tant qu'organisation membre et en tant que personne.

Une Assemblée générale telle que celle-ci est l'occasion idéale de conduire cette réflexion. À l'échelon de CI, nous contribuons à ce processus en préparant une série de ressources regroupées sous le titre '*Je suis Caritas*'.

On y trouve notamment une brochure du Président, le cardinal Rodriguez, et de la Commission de théologie de CI intitulée "*Caritas – Un signe de l'amour de Dieu pour l'humanité*", qui, nous l'espérons, invitera les agents de Caritas à méditer plus profondément sur la façon dont nous sommes un signe visible et un sacrement de l'amour de Dieu dans notre monde et dont nous avons besoin d'unifier nos actions et nos paroles.

Nous avons aussi créé un site web spécial pour tous les membres du personnel et les bénévoles de Caritas dans le monde, afin que nous puissions partager nos expériences et, ainsi, mieux comprendre la connexion essentielle entre notre travail et notre foi.

Lorsque nous nous demandons qui nous sommes en tant que partie de Caritas, nous redécouvrons la source de notre être et de notre force. Et, au plus fort du désespoir, nous trouvons la joie.

Thomas d'Aquin disait que notre capacité à la joie était une réponse au Dieu qui nous avait créé et qui se réjouissait de notre désir, qui nous appelle à prospérer comme des créatures bonnes dans un monde bon.

Il disait que de même que le soleil répand la lumière dans l'air, Dieu répand la grâce dans notre âme.

En tant que membre de Caritas, quel meilleur désir pourrions-nous avoir que de répandre l'amour dans le monde.

Nous sommes solidarité, nous sommes espoir, nous sommes amour, nous sommes Caritas.

Lesley-Anne Knight
Secrétaire générale
26 juin 2009